

Rapport de la CSI-AR au 4^e Congrès mondial de la CSI

Contexte régional :

I. La dégradation de la situation sécuritaire et l'exacerbation des conflits armés en Syrie, au Yémen et en Libye ont provoqué un glissement progressif de la région arabe vers un groupe de zones de tension et de conflit militaire et été à l'origine d'ingérences étrangères, entraînant par là même une déstabilisation de ces pays, avec pour conséquence des milliers de victimes et des nombres croissants de réfugiés et de déplacés. Elles ont aussi entraîné ces pays dans une course aux armements aux dépens du développement, exposant les populations, y compris la classe ouvrière arabe, à une détérioration générale de leurs conditions de vie.

II. Les abus découlant de la prise de décisions unilatérales et la marginalisation du rôle du dialogue social avec les partenaires économiques et sociaux. Ces tendances ont fomenté une corruption débridée, de même que des pratiques contraires aux règles de bonne gouvernance en matière d'administration économique et sociale, combinées à l'absence de solutions radicales au plan de la lutte contre la pauvreté, la contrebande et l'économie parallèle.

III. Le retour aux pratiques répressives et au déni de liberté d'expression dans nombre de pays arabes. Les rapports décrivent une litanie de cas de restrictions aux libertés syndicales, à la liberté d'organisation et d'expression. Les revendications démocratiques en termes de succession politique pacifique et de respect des libertés individuelles et collectives, principalement pour les syndicats, restent suspendues et en attente dans la plupart des pays arabes.

Conséquemment, la situation aux plans social, économique et syndical dans les pays arabes est caractérisée par :

1- L'absence, dans une majorité de pays, de signes encourageants dans le domaine de la négociation collective, découlant de l'absence persistante d'un cadre juridique clairement défini en vue de son établissement, cependant que la plupart des gouvernements arabes instrumentalisent le dialogue social comme une carte purement circonstancielle, dont la périodicité et l'agenda sont entièrement ajustables et confinés à leurs intérêts propres.

2- L'érosion des systèmes de protection sociale et la limitation de leur champ dans la plupart des pays arabes. La cohérence financière d'un grand nombre de systèmes de sécurité sociale se voit affaiblie, menaçant du même coup leur pérennité. Ceci est dû aux politiques unilatérales poursuivies dans le cadre de leur administration, dans le contexte de la croissance du secteur informel et du déclin marqué des taux d'emploi, ainsi que du contournement systématique des règles d'ancienneté, qui prive les travailleurs de leur droit de bénéficier d'une protection sociale effective, tel que garanti par les conventions internationales du travail, les conventions connexes et par le droit national lui-même.

3- L'explosion des taux de chômage, particulièrement chez les jeunes. Celle-ci résulte d'une absence de politiques de développement efficaces et du fait que les gouvernements abdiquent leurs responsabilités liées au système de production et de services, et vient souligner une tendance claire vers la privatisation des institutions publiques.

4- Le déclin notable de l'efficacité du système de formation professionnelle et technique dans une majorité de pays arabes entraîne une baisse des taux de chômage, et ce en l'absence de plans de réforme participatifs fondés sur le développement des compétences en fonction des besoins du marché du travail. La plupart de ces systèmes abdiquent leur rôle eu égard au développement des compétences des travailleurs et au droit de ces derniers de développer leur parcours professionnel.

5- Des dispositifs et des procédures défailants en matière de SST outre la non-intégration des rôles des comités SST conformément à la législation nationale du travail sont à l'origine du taux élevé de problèmes liés à la santé et la sécurité des travailleurs.

6- La prévalence forte et alarmante du secteur informel dans la majorité des pays arabes, en l'absence d'une approche complète s'attaquant aux causes de la croissance de ce secteur, et le manque de plans d'action encourageants et stimulants dans les cadres juridiques.

7- Les soi-disant transformations économiques et les politiques de restructuration ont entraîné un déclin des revenus douaniers, l'aggravation du phénomène d'évasion fiscale et l'augmentation des incitations fiscales et sociales accordées aux investissements étrangers. Conséquemment, les systèmes de taxation ont perdu leur fonction dans le développement et l'accomplissement d'une justice sociale, et ont eu une incidence négative sur le revenu des citoyens arabes dû à des pressions fiscales accrues. Les régimes fiscaux ont alourdi le fardeau des citoyens tout en affaiblissant leur pouvoir d'achat, conduisant à l'effondrement quasi-total de la classe moyenne dans la plupart des pays.

8- Une perturbation des équilibres financiers de la plupart des gouvernements arabes et leur implication dans des solutions qui dépendent d'une cession accrue des institutions productives, résultant dans des licenciements, l'abandon des matières premières et des services publics et la non-adoption de plans reposant sur une participation des parties sociales concernées dans la restructuration de ces institutions et l'augmentation de leur productivité.

9- À la prolifération de la corruption vient s'ajouter la faiblesse des initiatives de lutte contre la corruption. La plupart des gouvernements arabes ont adopté des approches superficielles qui permettent à la corruption de proliférer, moyennant la manipulation des fonds publics, le blanchiment d'argent, la contrebande de biens de première nécessité subventionnés et l'évasion fiscale.

10- Ce ne sont là que quelques-uns des problèmes à l'origine d'une hausse des taux de pauvreté, de l'exclusion sociale, de la dégradation du tissu social, particulièrement marquée dans les régions intérieures, de la prolifération des logements inadéquats, des bidonvilles et des périphéries pauvres dans la plupart des pays arabes, faute de politiques de développement équitable et d'infrastructures propices à un investissement productif.

11- Les gouvernements sont réticents à promouvoir l'économie sociale et solidaire, malgré les solutions économiques et sociales qui en découleraient.

12- La croissance du phénomène de migration, particulièrement marqué dans les pays arabes, et le recensement, dans nombre de pays, de violations fréquentes des droits des travailleurs migrants, outre la multiplication des cas de traite d'êtres humains, de travail forcé, de discrimination salariale et de conditions de travail précaires, notamment dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et du travail domestique.

13- Au milieu du désespoir qui plane sur des pans entiers de la jeunesse arabe, résultat de l'impasse qui empêche son accès à un travail décent qui préserve sa dignité, le phénomène de l'immigration secrète de jeunes arabes vers les pays du Nord s'intensifie. Celui-ci s'est converti en un réel problème, à la lumière du nombre croissant de victimes noyées et d'autres emprisonnées dans des centres de rétention en Europe ; sans oublier celles qui finissent prises au piège des réseaux de trafiquants d'êtres humains.

14- La discrimination à l'égard des femmes arabes et leur faible participation dans le marché du travail. Les pays arabes arrivent en bas du classement mondial en termes de respect de l'égalité hommes-femmes, qui constitue l'une des branches les plus importantes de la justice sociale et de l'égalité entre les citoyens.

Activités de la CSI-AR

15- Depuis son Congrès fondateur en octobre 2014, le Secrétariat exécutif de la CSI-AR s'est employé à mettre en œuvre des activités qui couvrent la pleine portée de son mandat, que ce soit dans le domaine de l'administration interne de la CSI-AR ou de la coopération internationale, avec un accent particulier mis sur le déploiement de nouveaux moyens et approches permettant au Secrétariat de mener à bien ses activités de la meilleure manière possible et dans les limites des moyens financiers à sa disposition.

16- Pour atteindre les objectifs fixés par le congrès fondateur, le Secrétariat exécutif a, à ce jour, entrepris au moins 174 activités différentes (organes statutaires, réunions, séminaires, campagnes, participation internationale, activités de projet, études...). Étant donné les difficultés particulières associées à chacune des phases de la fondation, à la lumière d'un contexte régional crucial, ceci a été accompli au prix d'un effort exceptionnel de mobilisation de ressources financières, par le biais de la coopération internationale avec les organisations amies et les OSS.

17- Le Secrétariat exécutif s'est attaché à exploiter du mieux les ressources financières à sa disposition pour moderniser son travail, notamment dans le domaine de l'information et de la formation syndicale (suivi quotidien des dernières violations syndicales dans la région arabe, publication d'un rapport annuel sur cette problématique et publication de rapports détaillés sur la situation sociale). Ces documents sont publiés en trois langues sur le site

internet de la CSI-AR. D'autre part, le Secrétariat publie un bulletin électronique mensuel, une carte interactive et des vidéos de formation, de même que l'appli pour smartphone « Unionist », avec une présence quotidienne sur les réseaux sociaux, où il fait appel aux outils de communication les plus modernes. L'objectif, à travers cette expérience unique, étant de tirer parti des dernières innovations dans le domaine de l'information et de la communication avec les organisations affiliées et, de manière plus générale, avec le mouvement syndical mondial.

18- Une part importante des efforts du Secrétariat s'est portée sur la recherche et les études visant à se maintenir au fait des diverses transformations rapides et profondes qui ont impacté le marché du travail dans la région arabe et dans le monde. Parallèlement à cela, au moins 10 études ont été menées sur des enjeux directement liés à l'état actuel et à l'avenir des relations du travail et des droits syndicaux dans les pays arabes. Ces études ont été menées en collaboration avec des organisations affiliées qui ont pris part à divers séminaires organisés aux fins de partager les résultats et les recommandations de chaque étude. Dans le même contexte, le Secrétariat exécutif a organisé plusieurs autres cours de formation auxquels ont pris part quelque 200 syndicalistes, et où la priorité a été accordée aux jeunes et aux femmes.

19- Au cours de la dernière période, le Secrétariat a mis sur pied quatre réseaux régionaux auxquels il a activement participé : femmes, jeunes, médias et juridique ; ce dernier fournit une assistance juridique aux organisations affiliées et leur apporte son soutien dans le cadre de la Commission de l'application des normes de l'OIT.

20- L'activité dans le domaine des médias a contribué à une dissémination plus large d'informations sur la CSI-AR et vient s'ajouter aux efforts visant au renforcement des relations avec la CSI, ses affiliés et ses organisations régionales, de même qu'à la construction de relations permanentes avec les institutions internationales comme l'OIT, le PNUD et l'OCDE.

21- Le Secrétariat a aussi maintenu une coopération continue avec les confédérations syndicales danoise et norvégienne, la Fondation Friedrich Ebert et les syndicats belges. Cette coopération s'est déroulée sous forme de programmes de formation pour les jeunes et de soutien au système d'information électronique de la CSI-AR.

22- Ces activités ont contribué à consolider la position internationale de la CSI-AR. De fait, la Confédération a pu conclure un accord de coopération renouvelé annuellement et a pris part à la mise en œuvre de deux programmes internationaux à grande échelle, en partenariat avec d'autres organisations et avec le concours de l'Union européenne.

23- Le premier projet vise à promouvoir le dialogue social dans les pays du Sud de la Méditerranée durant la période 2016-2018. Le Secrétariat exécutif s'est vu assigner la mise en œuvre de la majeure partie des activités de projet.

24- Le deuxième programme, qui couvre la période 2018-2020, vise à renforcer la coopération entre les organisations syndicales et les organisations de la société civile dans les pays du Sud de la Méditerranée.

25- Le nombre croissant d'activités de divers types a fait surgir une série de défis administratifs que le Secrétariat exécutif est parvenu à surmonter. Tout au long de cette période, le Secrétariat est parvenu à mener à bien son programme de travail et à tenir tous ses engagements.

26- Par ailleurs, la Confédération syndicale arabe (CSI-AR), le SARTUC et le Conseil syndical de l'ASEAN ont signé un protocole d'entente en 2015 et ont convenu de mener des actions syndicales conjointes pour promouvoir la solidarité syndicale et renforcer la coopération entre les parties, pour la protection à la fois des travailleurs migrants et des travailleurs locaux. Le Protocole souligne huit (8) actions prioritaires, y compris la fourniture de services, de conseils et d'assistance aux travailleurs migrants, notamment à travers la mise sur pied de centres de ressources pour migrants (CRM). À la suite de cette initiative, la CSI-AP a encouragé les trois organisations sous-régionales à formuler leur plan d'action conjoint pour la protection des travailleurs migrants dans les pays arabes, en Asie du Sud et dans la région d'Asie du Sud-Est. Les plans d'action identifient clairement cinq actions prioritaires devant être poursuivies par les affiliés : (1) Ratification des Conventions de l'OIT afférentes (2) Partage d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques (3) Mise sur pied de centres de ressources pour migrants et (5) Gestion d'un dispositif pour la protection des droits des travailleurs migrants.

27- Enfin, le deuxième Congrès de la CSI-AR s'est tenu à Marrakech, Maroc, 1-5 octobre 2018, où les affiliés ont adopté une Plateforme et un plan d'action mis à jour et où les Organes statutaires de la CSI-AR ont été réélus.